

notes soviétiques laissaient entendre qu'il dépendait d'un règlement préalable et satisfaisant du problème allemand.

Il importe de se rappeler qu'en face des difficultés soulevées par l'Union soviétique, les puissances occidentales ont montré qu'elles désiraient sincèrement une conférence à quatre en faisant, dans la mesure du possible, d'importantes concessions. Ainsi, elles sont convenues, dans leur note du 18 octobre, de discuter le problème de la sécurité européenne et, dans leur note du 8 décembre, d'envisager la possibilité d'une réunion à cinq, à laquelle participerait la Chine communiste.

Il était cependant impossible de faire la moindre concession en ce qui concerne la tenue d'élections libres en Allemagne ou le droit de l'Autriche à un règlement séparé. Ces problèmes mettaient en jeu des principes que les pays de l'Ouest ne pouvaient abandonner sans trahir l'idéal démocratique position qui, d'ailleurs, reçut l'approbation enthousiaste de tous les partis non communistes de la République fédérale et de l'Autriche. En conséquence, au moment où s'ouvrit la Conférence de Berlin, il était à peu près certain que l'espoir d'un règlement, si longtemps différé, des questions allemande et autrichienne serait une fois de plus déçu.

Ouverture de la Conférence

La rencontre, à Berlin, le lundi 25 janvier 1954, de M. John Foster Dulles (États-Unis), de M. Anthony Eden (Royaume-Uni), de M. Georges Bidault (France) et de M. Vyatcheslav Molotov (Union soviétique) groupait pour la première fois depuis 1949 les ministres des Affaires étrangères de ces quatre grandes puissances. Cela seul suffisait à en faire un événement marquant. Les discours d'ouverture et la discussion sur l'ordre du jour révélèrent que la réunion serait remarquable à deux autres titres: le ton courtois des débats et le caractère pratique de la procédure suivie. Parlant avec la modération qui caractérise la nouvelle diplomatie soviétique, M. Molotov a proposé l'ordre du jour suivant:

- I. Moyens de réduire la tension internationale et convocation d'une conférence des Cinq;
- II. L'Allemagne et les problèmes relatifs à la sécurité européenne;
- III. Le traité autrichien.

Pour que la conférence pût se mettre à l'œuvre le plus tôt possible, les ministres occidentaux décidèrent qu'ils pouvaient aller encore plus loin sur la voie des concessions, acceptant dès le deuxième jour, peut-être à sa surprise, le programme proposé par M. Molotov.

Premier point: Conférence des Cinq

Au moment de la discussion de ce point, le 27 janvier, M. Dulles fit le premier, du côté occidental, à prendre la parole. Il alla fort loin dans sa tentative pour concilier le point de vue des États-Unis avec celui du Royaume-Uni et de la France. Son Gouvernement, déclara-t-il, n'acceptera jamais la Chine communiste dans un directorat des Cinq ayant compétence pour discuter les problèmes mondiaux, de quelque genre qu'ils soient. Il a néanmoins laissé entendre qu'il accepterait, dans certaines conditions, une conférence des Cinq portant sur certaines questions intéressant directement la Chine, telles la ques-

Les trois
Dulles (États-Unis)
tion cor
a large
entretie
To
jour ét
s'accom
les mar
une cor
tion de
propos
et éme
raient
tée. Au
s'est m
et l'In
seraien
Deuxi
L
ont ex
au règ
et de